

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

---

# RAPPORT FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020-2021

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020

**Rapport de gestion  
et états financiers intermédiaires  
résumés non audités**



Construction de Défense Canada  
Défense Construction Canada

Canada

## TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Importance relative	1
2.0 Profil de la Société	1
3.0 Faits marquants – Pandémie mondiale de COVID-19	2
4.0 Indicateurs du rendement opérationnel	3
5.0 Gestion des risques	3
6.0 Résultats financiers	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	14

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2020 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »), et doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2019-2020* »). Les résultats financiers présentés ici sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

### 1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur le cours des décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

### 2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée « Construction de Défense Canada », « CDC » ou la « Société ») est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation de marchés et de gestion de marchés de construction, d'infrastructure, d'environnement et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense et de sécurité du Canada. Au fil de son histoire, CDC a fourni ses services à un éventail de ministères et d'agences du gouvernement du Canada partout au pays et à l'étranger. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données électroniques de la base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail de services. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs suivants.

#### SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'acquisition et la planification de biens et de services professionnels, environnementaux et immobiliers et de services de construction et de maintenance en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

#### SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

#### *SERVICES ENVIRONNEMENTAUX*

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

#### *SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES*

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

#### *SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS*

Le secteur des Services de gestion des biens immobiliers participe au bon entretien des infrastructures du MDN en fournissant un soutien stratégique et tactique tout au long du cycle de vie immobilier.

### **3.0 FAITS MARQUANTS – PANDÉMIE MONDIALE DE COVID-19**

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a officiellement déclaré que l'épidémie de COVID-19 pouvait être qualifiée de pandémie mondiale, et recommandé des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

CDC prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la sécurité de ses employés, de ses clients-partenaires et des membres du secteur privé, tout en maintenant la prestation des services. Le 16 mars 2020, le président de CDC a mis en œuvre le niveau 3 du plan de continuité des activités. Dès lors, conformément aux recommandations du gouvernement du Canada, CDC fonctionne à effectif réduit, à divers niveaux, partout au Canada, en fonction des exigences et conseils en matière de santé publique. La plupart des employés sont en mesure de travailler de la maison, et les employés dont la présence est essentielle ont pu continuer à visiter les sites et à remplir leurs obligations envers les clients-partenaires de manière sécuritaire.

La Société reste en contact étroit avec le MDN et ses autres clients-partenaires afin que les projets essentiels aillent de l'avant, et elle communique régulièrement avec les associations sectorielles en vue de mettre en commun l'information et de solliciter leur collaboration dans ces circonstances exceptionnelles. Sur le terrain, les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au pays gèrent les marchés en cours par une combinaison de télétravail et d'activités essentielles réalisées sur place, tout en prenant toutes les précautions nécessaires.

Même si la Société ne saurait déterminer ou prédire avec exactitude la nature et l'ampleur des répercussions que la COVID-19 aura à terme sur ses activités, elle n'en estimait pas moins, au moment où le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers, que ses réserves de trésorerie, créances clients et accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires lui procureraient suffisamment de liquidité pour financer ses activités pendant au moins les douze mois suivant la publication des présents états financiers.

#### 4.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

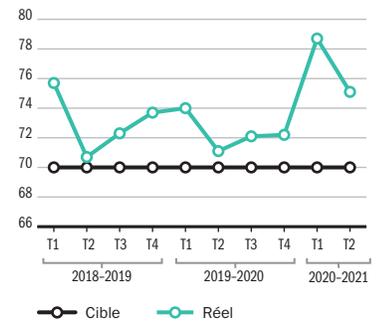
##### 4.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation de l'effectif correspond au nombre d'heures de travail directement consacrées à la prestation de services et pouvant être facturées aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des fonctions administratives et considérées comme du soutien auxiliaire. Il s'agit là d'un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le deuxième trimestre de 2020-2021, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 75 %, en hausse par rapport aux 71,0 % de la période correspondante de 2019-2020. L'augmentation est principalement attribuable à la plus grande demande de services que prévu de la part du client-partenaire au cours de cette période ainsi qu'à la prestation desdits services par la main-d'œuvre initialement prévue pour s'en acquitter.

##### Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



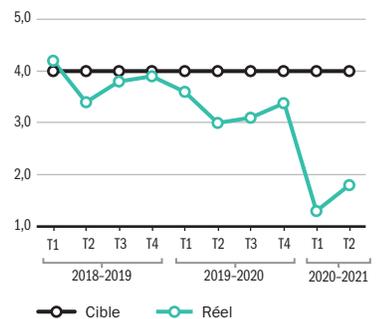
##### 4.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

Le maintien en poste d'un effectif qualifié et professionnel constitue un objectif clé de la Société. Pour 2020-2021, CDC s'est fixé pour cible de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement, ce qui prend en compte tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont le temps qu'y consacre le personnel et les coûts externes liés à des tiers.

Pour le deuxième trimestre de 2020-2021, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale est de 1,7 %, contre 3,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est due à l'annulation ou au report d'activités de formation, combinés à une baisse des déplacements en personne à ce titre pendant la période par suite surtout de l'imposition de restrictions liées à la COVID-19 par les autorités de santé publique.

##### Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



#### 5.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable pendant la période sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0 « Gestion des risques » du rapport de gestion du *Rapport annuel 2019-2020* de CDC.

#### 6.0 RÉSULTATS FINANCIERS

##### 6.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture d'un trimestre financier.

Le présent rapport financier a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2020. Toute mention du cumul de l'exercice renvoie au semestre clos le 30 septembre 2020. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2019. Toute mention du cumul de l'exercice précédent renvoie au semestre clos le 30 septembre 2019. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2020.

## 6.2 PRODUITS

### *PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS*

Les produits tirés des services facturés, tous secteurs d'activité confondus, se chiffrent à 30,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 3,5 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, ces produits atteignent 63,7 millions de dollars, en hausse de 7,2 millions de dollars, ou environ 13 %, par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Ces hausses découlent d'une majoration de 7,5 % des taux de facturation, conjuguée à une augmentation de la demande de services de la part du client-partenaire.

### *GESTION DES MARCHÉS*

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 4 % au deuxième trimestre et de 3 % au premier semestre, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique pour 7,5 points par la majoration des taux de facturation, atténuée par des baisses de respectivement 3,5 points et 4,5 points de la demande pour ces services de la part du client-partenaire. La baisse de la demande rend compte de la variabilité des services auxquels fait appel le client-partenaire à mesure que des projets traversent les diverses étapes, depuis la planification et la passation du marché jusqu'à sa gestion proprement dite.

### *PLANIFICATION DE PROJETS*

Les produits tirés de la planification de projets ont progressé de 18 % pour le deuxième trimestre et de 19 % pour le premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les augmentations des deuxième trimestre et premier semestre découlent de la majoration des taux de facturation (qui a joué pour 7,5 points dans ces augmentations), combinée à la hausse de la demande (de respectivement 10,5 points et 11,5 points) du MDN pour ces services.

### *SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS*

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 18 % à la fois au deuxième trimestre et au premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation résulte pour 7,5 points de la majoration des taux de facturation, conjuguée à l'augmentation de la demande pour ces services par le client-partenaire (qui a joué pour 10,5 points dans ces hausses).

### *SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION*

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 36 % au deuxième trimestre et de 33 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique pour 7,5 points par la majoration des taux de facturation, conjuguée à l'augmentation de la demande pour ces services par le client-partenaire (pour respectivement 28,5 points et 25,5 points).

#### APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés des services d'approvisionnement ont augmenté de 27 % au deuxième trimestre et de 22 % pour le cumul de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation résulte pour 7,5 points de la majoration des taux de facturation, conjuguée à l'augmentation de la demande pour ces services par le client-partenaire (de l'ordre de respectivement 19,5 points et 14,5 points).

#### SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 12 % au deuxième trimestre et de 15 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation résulte pour 7,5 points de la majoration des taux de facturation, conjuguée à l'augmentation de la demande pour ces services par le client-partenaire (pour respectivement 4,5 points et 7,5 points).

#### PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Gestion des marchés	12 461 \$	11 995 \$	466	4 %	25 643 \$	24 887 \$	756	3 %
Planification de projets	8 535	7 239	1 296	18 %	18 510	15 590	2 920	19 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 678	2 272	406	18 %	5 640	4 778	862	18 %
Soutien technique en matière de construction	2 346	1 719	627	36 %	5 015	3 772	1 243	33 %
Approvisionnement	2 584	2 038	546	27 %	5 299	4 348	951	22 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 705	1 529	176	12 %	3 631	3 145	486	15 %
	<b>30 309 \$</b>	<b>26 792 \$</b>	<b>3 517</b>	<b>13 %</b>	<b>63 738 \$</b>	<b>56 520 \$</b>	<b>7 218</b>	<b>13 %</b>

#### FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 356 000 \$ pour le deuxième trimestre, en baisse de 1,1 million de dollars, ou environ 76 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, ces produits s'élèvent à 531 000 \$, en baisse de 1,3 million de dollars par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. La baisse de ces produits est due aux restrictions de déplacement imposées dans le contexte de la COVID-19.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Frais de déplacement et décaissements recouverts	<b>356 \$</b>	<b>1 476 \$</b>	<b>(1 120)</b>	<b>-76 %</b>	<b>531 \$</b>	<b>1 872 \$</b>	<b>(1 341)</b>	<b>-72 %</b>

#### PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers que CDC dégage de ses placements ainsi que du solde moyen de son compte bancaire ont augmenté de 273 000 \$, ou 155 %, au deuxième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est principalement imputable à un gain à la vente de placements réalisée dans la perspective de rééquilibrer le portefeuille de CDC de manière qu'il réponde mieux à ses besoins de liquidité. Pour l'exercice à ce jour, les produits d'intérêts ont augmenté de 194 000 \$, ou 53 %, par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. L'augmentation est due au gain à la vente de placements, lequel a été atténué par des taux d'intérêt plus bas que prévu.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits financiers	449 \$	176 \$	273	155 %	557 \$	363 \$	194	53 %

#### PRODUITS LOCATIFS

Par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, les produits locatifs sont comptabilisés à la perception des loyers auprès du client-partenaire. Il n'y a pas eu de produits locatifs au deuxième trimestre de 2020-2021, étant donné que la colocation avec le client-partenaire n'a pas été reconduite.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits locatifs	- \$	221 \$	(221)	-100 %	74 \$	443 \$	(369)	-83 %

### 6.3 CHARGES

#### SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires totalisent 20,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 460 000 \$, ou environ 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les salaires totalisent 43,7 millions de dollars, en hausse de 1,8 million de dollars, ou environ 4 %, par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Le barème salarial a été majoré de 3,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en vue de rendre compte notamment d'une hausse de 1,5 % du coût de la vie et d'une majoration moyenne de 2,0 % des salaires liée au rendement. L'effectif en équivalents temps plein (ETP) a diminué de l'ordre de 3 %, ou 32 ETP, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges sociales totalisent 5,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 77 000 \$, ou environ 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 11,3 millions de dollars, en hausse de 239 000 \$, ou environ 2 %, par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Ces hausses découlent surtout de l'augmentation du coût des prestations par rapport à l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Salaires	20 241 \$	19 781 \$	460	2 %	43 745 \$	41 915 \$	1 830	4 %
Charges sociales	5 616	5 539	77	1 %	11 260	11 021	239	2 %
	<b>25 857 \$</b>	<b>25 320 \$</b>	<b>537</b>	<b>2 %</b>	<b>55 005 \$</b>	<b>52 936 \$</b>	<b>2 069</b>	<b>4 %</b>
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	28 %	28 %			26 %	26 %		

#### CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020-2021, en baisse de 424 000 \$, ou 15 %, par rapport au deuxième trimestre de 2019-2020. Pour l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration se sont repliés de 78 000 \$, soit 2 %. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Infonuagique	479 \$	241 \$	238	99 %	817 \$	292 \$	525	180 %	Les hausses sont dues aux coûts engagés dans la migration des serveurs informatiques à l'infonuagique.
Honoraires	471	724	(253)	-35 %	822	1 253	(431)	-34 %	Les baisses sont dues au repli des honoraires versés pour des services professionnels, qui a découlé de la migration des serveurs informatiques à l'infonuagique au cours de la période.
Exploitation d'installations louées	264	249	15	6 %	521	469	52	11 %	Les hausses tiennent à l'augmentation des taxes et des charges opérationnelles.
Entretien de logiciels	260	262	(2)	-1 %	638	553	85	15 %	La hausse du premier semestre tient aux coûts de la migration des serveurs informatiques à l'infonuagique.
Location de matériel	234	194	40	21 %	461	242	219	90 %	Les hausses tiennent au fait que CDC préfère désormais prendre ses ordinateurs personnels en location plutôt que d'en acheter et de les inscrire à l'actif.
Téléphonie et télématique	213	226	(13)	-6 %	426	417	9	2 %	La variation est négligeable.
Formation et perfectionnement	142	162	(20)	-12 %	244	484	(240)	-50 %	Les baisses tiennent aux restrictions visant les déplacements en vue de suivre une formation en personne, par suite de la COVID-19.
Services, fournitures et matériel de bureau	106	100	6	6 %	224	163	61	37 %	Les hausses tiennent surtout à l'achat de matériel de protection individuelle sur fond de COVID-19.
Services et communications clients	77	32	45	141 %	124	50	74	148 %	Les hausses découlent du plus grand nombre de projets de communication.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

	Trimestre clos le 30 septembre 2020 <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Mobilier et agencements	40	193	(153)	-79 %	304	205	99	48 %	La hausse pour le semestre tient à l'allocation versée au personnel visant à faciliter la transition au télétravail pendant la pandémie mondiale de COVID-19, en partie annulée par la baisse des achats de mobilier de bureau au cours de la période.
Abonnements et adhésions	18	21	(3)	-14 %	33	30	3	10 %	Les variations sont négligeables.
Réinstallations de personnel	16	192	(176)	-92 %	24	230	(206)	-90 %	Les coûts de réinstallation ont diminué en raison d'un taux élevé de rétention du personnel et de la baisse des besoins de réinstallation de salariés actuels ou nouveaux.
Logiciels	15	5	10	200 %	37	9	28	311 %	La variation est négligeable.
Impression et papeterie	13	19	(6)	-32 %	22	34	(12)	-35 %	La variation est négligeable.
Autres	10	8	2	25 %	13	11	2	18 %	La variation est négligeable.
Hébergement	6	44	(38)	-86 %	22	77	(55)	-71 %	Les baisses s'expliquent par un moins grand nombre de réunions en personne à l'interne, du fait de la COVID-19.
Poste et transport de marchandises	5	6	(1)	-17 %	10	14	(4)	-29 %	La variation est négligeable.
Matériel informatique	5	9	(4)	-44 %	7	16	(9)	-56 %	La variation est négligeable.
Recrutement	5	19	(14)	-74 %	5	22	(17)	-77 %	La variation est négligeable.
Déplacements professionnels	3	100	(97)	-97 %	5	266	(261)	-98 %	Les baisses tiennent aux restrictions de déplacement sur fond de COVID-19.
	<b>2 382 \$</b>	<b>2 806 \$</b>	<b>(424)</b>	<b>-15 %</b>	<b>4 759 \$</b>	<b>4 837 \$</b>	<b>(78)</b>	<b>-2 %</b>	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements représentent les charges engagées par la Société pour des déplacements et certaines activités exercées dans le cadre de travaux réalisés pour le compte du MDN. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 356 000 \$ pour le deuxième trimestre, en baisse de 898 000 \$, ou environ 72 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, ces charges s'élèvent à 530 000 \$, en baisse de 1,3 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de ces charges est imputable aux restrictions de déplacements professionnels imposées dans le contexte de la COVID-19.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Frais de déplacement et décaissements	356 \$	1 254 \$	(898)	-72 %	530 \$	1 872 \$	(1 342)	-72 %

#### DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a baissé de 39 %, ou 271 000 \$, au deuxième trimestre et de 30 %, ou 408 000 \$, au premier semestre, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette diminution tient surtout au non-renouvellement d'un contrat de colocation avec le client-partenaire. Des éléments liés aux actifs loués à l'exercice précédent ont été ajoutés à l'amortissement des actifs liés au droit d'utilisation.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	342 \$	560 \$	(218)	-39 %	797 \$	1 092 \$	(295)	-27 %
Amortissement des immobilisations corporelles	63	116	(53)	-46 %	126	237	(111)	-47 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	20	20	0	0 %	39	41	(2)	-5 %
	425 \$	696 \$	(271)	-39 %	962 \$	1 370 \$	(408)	-30 %

#### 6.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le deuxième trimestre de la Société s'est soldé par un bénéfice net et global de 2,0 millions de dollars, comparativement à une perte nette et globale de 1,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent – soit une hausse de 3,5 millions de dollars. Pour le premier semestre, la Société a dégagé un bénéfice net de 3,5 millions de dollars, contre une perte nette de 1,9 million de dollars à l'exercice précédent. La hausse du résultat net dans les deux périodes est principalement due à l'augmentation de la productivité, poussée par la hausse de la demande pour nos services, ainsi qu'à la majoration de nos taux de facturation, compensée par la réduction des dépenses à la suite des restrictions imposées dans le cadre de la COVID-19.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Résultat net et résultat global	2 029 \$	(1 462) \$	(3 491)	*	3 512 \$	(1 915) \$	5 427	*

\* La variation est négligeable.

## 6.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

### GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2019-2020*.

### TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 37,0 millions de dollars au 30 septembre 2020, en hausse de 11,7 millions de dollars par rapport au 31 mars 2020.

Au 30 septembre 2020, la trésorerie se solde à 26,7 millions de dollars, en hausse de 11,0 millions de dollars, ou 70 %, par rapport à la clôture de 2019-2020. Dans les six mois qui ont suivi le 31 mars 2020, la Société a affecté 12,2 millions de dollars de trésorerie à des activités opérationnelles, réalisé 0,4 million de dollars de placements et réglé 0,8 million de dollars d'obligations locatives. La trésorerie s'est accrue en raison de l'augmentation des produits, de la diminution des charges et du recouvrement de créances clients auprès de clients-partenaires qui s'est fait plus tôt qu'à l'accoutumée.

Au 30 septembre 2020, les placements (courants et non courants) totalisent 10,3 millions de dollars, en hausse de 0,7 million de dollars par rapport à la clôture de 2019-2020. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique que le Conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

### CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à l'un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 30 septembre 2020, les créances clients se chiffrent à 19,0 millions de dollars, en baisse de 4,7 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au 31 mars 2020. La baisse découle du recouvrement anticipé de créances auprès du MDN. CDC s'attend à recouvrer tous les montants.

### PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 22 millions de dollars au 30 septembre 2020, en hausse de 1,9 million de dollars, ou 9 %, par rapport au 31 mars 2020. La hausse des passifs courants tient surtout à l'augmentation de la partie courante des avantages du personnel.

### TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020	Variation	
			\$	%
(en milliers de dollars)				
Trésorerie	26 711 \$	15 738 \$	10 973	70 %
Placements	10 311	9 602	709	7 %
<b>Trésorerie et placements</b>	<b>37 022 \$</b>	<b>25 340 \$</b>	<b>11 682</b>	<b>46 %</b>
<b>Créances clients</b>	<b>18 974 \$</b>	<b>23 679 \$</b>	<b>(4 705)</b>	<b>-20 %</b>
<b>Passifs courants</b>	<b>22 046 \$</b>	<b>20 182 \$</b>	<b>1 864</b>	<b>9 %</b>

#### 6.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. C'est un actuaire qui établit cette estimation tous les deux ans. Au 30 septembre 2020, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 32,1 millions de dollars, en hausse de 1,1 million de dollars, ou 4 %, par rapport à la clôture de 2019-2020. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Partie courante	3 884 \$	3 666 \$	218	6 %
Partie non courante	28 171	27 247	924	3 %
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>32 055 \$</b>	<b>30 913 \$</b>	<b>1 142 \$</b>	<b>4 %</b>

#### 6.7 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux, des installations informatiques (entrepôts de données), divers matériels et des copieurs multifonctionnels. Les éléments liés à des actifs loués à l'exercice précédent en vertu de contrats de location-financement sont ajoutés au solde d'ouverture et incorporés au total. La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer. Au cours de l'exercice, les variations relatives aux actifs liés au droit d'utilisation ont été les suivantes :

	Contrats de location de bureaux	Contrats de colocation	Contrats de location d'entrepôts de données	Total des actifs liés au droit d'utilisation
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Solde au 31 mars 2020	8 855 \$	72 \$	529 \$	9 456 \$
Plus les acquisitions	–	–	–	–
Moins les amortissements	664	72	61	797
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>	<b>8 191 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>468 \$</b>	<b>8 659 \$</b>

#### 6.8 OBLIGATION LOCATIVE

Les obligations locatives se rapportent aux actifs liés au droit d'utilisation.

<i>(en milliers de dollars)</i>	
Solde au 31 mars 2020	9 623 \$
Plus les acquisitions	–
Moins les paiements	811
Plus les charges d'intérêts	132
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>	<b>8 944 \$</b>

Suivent les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 septembre 2020 :

(en milliers de dollars)

1 an ou moins	1 441 \$
De 1 à 2 ans	1 270
De 2 à 5 ans	2 932
Plus de 5 ans	4 567
<b>Total</b>	<b>10 210 \$</b>

#### 6.9 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Suivent les dépenses d'investissement du deuxième trimestre de l'exercice en cours. La valeur indiquée pour les actifs liés au droit d'utilisation du deuxième trimestre de l'exercice précédent découle de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
Actifs liés au droit d'utilisation	- \$	675 \$	(675)	-100 %	- \$	9 175 \$	(9 175)	-100 %
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériel informatique	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier et agencements	12	-	12	100 %	12	-	12	100 %
Améliorations locatives	42	209	(167)	-80 %	42	209	(167)	-80 %
	<b>54 \$</b>	<b>884 \$</b>	<b>(830)</b>	<b>-94 %</b>	<b>54 \$</b>	<b>9 384 \$</b>	<b>(9 330)</b>	<b>-99 %</b>

#### 6.10 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

De façon générale, les résultats de la Société pour le semestre clos le 30 septembre 2020 sont supérieurs aux projections du Plan d'entreprise (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont de 5 % supérieurs aux projections du Plan. Cette hausse des produits s'explique par une demande accrue pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard ont été de 44 % inférieurs aux projections du Plan en raison de l'incidence de la COVID-19 sur les déplacements professionnels.

Les produits financiers ont été plus élevés que prévu dans le Plan, en raison surtout d'un gain à la vente de placements réalisée dans la perspective de rééquilibrer le portefeuille de CDC de manière qu'il réponde mieux à ses besoins de liquidité.

Par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, CDC a comptabilisé des produits locatifs de 74 000 \$ tirés de la sous-location d'un actif liés au droit d'utilisation, qu'elle a recouverts du MDN.

Les salaires et charges sociales sont de 4 % supérieurs aux projections du Plan en raison d'une hausse plus élevée que prévu de la demande de la part du client-partenaire.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 31 % inférieurs au Plan en raison de l'incidence de la COVID-19 sur les déplacements professionnels, sur les activités de formation ainsi que sur l'échéancier des charges et, notamment, des versements d'honoraires.

La dotation aux amortissements est de 14 % inférieure aux projections en raison de la baisse des dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement sont de 97 % inférieures aux projections, en raison du calendrier de comptabilisation des actifs liés au droit d'utilisation et des rénovations locatives.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
<b>Produits</b>				
Produits tirés des services facturés	63 738 \$	60 555 \$	3 183	5 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	531	946	(415)	-44 %
Produits financiers	557	250	307	123 %
Produits locatifs	74	–	74	100 %
	<b>64 900</b>	<b>61 751</b>	<b>3 149</b>	<b>5 %</b>
<b>Charges</b>				
Salaires et charges sociales	55 005	52 823	2 182	4 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	4 891	7 092	(2 201)	-31 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrables	530	946	(416)	-44 %
Dotation aux amortissements	962	1 119	(157)	-14 %
	<b>61 388</b>	<b>61 980</b>	<b>(592)</b>	<b>-1 %</b>
<b>Résultat net et global</b>	<b>3 512 \$</b>	<b>(229) \$</b>	<b>3 741</b>	<b>*</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>54 \$</b>	<b>1 702 \$</b>	<b>(1 648)</b>	<b>-97 %</b>

\* La variation est négligeable.

6.11 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés dans le cadre du programme du MDN ont diminué de 28,1 millions de dollars, soit 7 %, pour le semestre clos le 30 septembre 2020 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à un déploiement plus lent du programme du MDN en 2020-2021. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2020-2021 soit comparable à celui de 2019-2020 d'ici la fin de l'exercice.

(en milliers de dollars)	Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019*	Variation	
			\$	%
<b>Région</b>				
Atlantique	47 395 \$	62 570 \$	(15 175)	-24 %
Québec	32 303	79 161	(46 858)	-59 %
Ontario	98 380	104 759	(6 379)	-6 %
Ouest	108 913	79 102	29 811	38 %
Capitale nationale	79 745	69 249	10 496	15 %
	<b>366 736 \$</b>	<b>394 841 \$</b>	<b>(28 105)</b>	<b>-7 %</b>

\* Les chiffres de l'exercice précédent ont été modifiés pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

**ÉTATS  
FINANCIERS  
INTERMÉDIAIRES  
RÉSUMÉS  
NON AUDITÉS**

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung  
*Président et premier dirigeant*

Original signé par

Juliet S. Woodfield, FCPA, FCA  
*Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances*

Ottawa, Canada  
Le 27 novembre 2020

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

**ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020
<b>Actif</b>			
Trésorerie		<b>26 711 \$</b>	15 738 \$
Placements	7	<b>1 925</b>	-
Produits à recevoir	8	<b>264</b>	-
Créances clients		<b>18 974</b>	23 679
Charges payées d'avance et autres actifs courants		<b>1 447</b>	1 342
Autres créances		<b>3 654</b>	4 552
<b>Actifs courants</b>		<b>52 975</b>	45 311
Placements	7	<b>8 386</b>	9 602
Actifs liés au droit d'utilisation	10	<b>8 659</b>	9 456
Immobilisations corporelles	9	<b>743</b>	815
Immobilisations incorporelles		<b>25</b>	63
<b>Actifs non courants</b>		<b>17 813</b>	19 936
<b>Total de l'actif</b>		<b>70 788 \$</b>	65 247 \$
<b>Passif</b>			
Fournisseurs et dettes diverses		<b>16 959</b>	15 393
Partie courante des obligations locatives	11	<b>1 203</b>	1 123
Partie courante des avantages du personnel	12	<b>3 884</b>	3 666
<b>Passifs courants</b>		<b>22 046</b>	20 182
Obligations locatives	11	<b>7 741</b>	8 500
Avantages du personnel	12	<b>28 171</b>	27 247
<b>Passifs non courants</b>		<b>35 912</b>	35 747
<b>Total du passif</b>		<b>57 958 \$</b>	55 929 \$
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions :			
autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Émis : 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		<b>12 830</b>	9 318
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>12 830</b>	9 318
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>70 788 \$</b>	65 247 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019
Produits tirés des services facturés	13	<b>30 309 \$</b>	26 792 \$	<b>63 738 \$</b>	56 520 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		<b>356</b>	1 476	<b>531</b>	1 872
Produits locatifs		–	221	<b>74</b>	443
Produits financiers		<b>449</b>	176	<b>557</b>	363
<b>Total des produits</b>		<b>31 114</b>	28 665	<b>64 900</b>	59 198
Salaires et charges sociales		<b>25 857</b>	25 320	<b>55 005</b>	52 937
Charges opérationnelles et frais d'administration	14	<b>2 382</b>	2 806	<b>4 759</b>	4 837
Frais de déplacement et décaissements		<b>356</b>	1 254	<b>530</b>	1 872
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	<b>342</b>	539	<b>797</b>	1 052
Amortissement des immobilisations corporelles	9	<b>63</b>	116	<b>126</b>	237
Amortissement des actifs loués		–	21	–	40
Amortissement des immobilisations incorporelles		<b>20</b>	20	<b>39</b>	41
Charges financières	11	<b>65</b>	51	<b>132</b>	97
<b>Total des charges</b>		<b>29 085</b>	30 127	<b>61 388</b>	61 113
<b>Résultat net de la période et résultat global</b>		<b>2 029 \$</b>	(1 462) \$	<b>3 512 \$</b>	(1 915) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

(en milliers de dollars)	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 juin 2020	– \$	10 801 \$	10 801 \$
Résultat net de la période		2 029	2 029
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>	<b>– \$</b>	<b>12 830 \$</b>	<b>12 830 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 juin 2019	– \$	11 431 \$	11 431 \$
Résultat net de la période		(1 462)	(1 462)
<b>Solde au 30 septembre 2019</b>	<b>– \$</b>	<b>9 969 \$</b>	<b>9 969 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2020	– \$	9 318 \$	9 318 \$
Résultat net de la période		3 512	3 512
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>	<b>– \$</b>	<b>12 830 \$</b>	<b>12 830 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2019	– \$	11 884 \$	11 884 \$
Résultat net de la période		(1 915)	(1 915)
<b>Solde au 30 septembre 2019</b>	<b>– \$</b>	<b>9 969 \$</b>	<b>9 969 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

**TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Résultat de la période		<b>2 029 \$</b>	(1 462) \$	<b>3 512 \$</b>	(1 915) \$
<b>Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>					
Charge au titre des avantages du personnel		<b>727</b>	831	<b>1 454</b>	1 662
Avantages du personnel versés		<b>(138)</b>	(170)	<b>(312)</b>	(322)
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	<b>342</b>	559	<b>797</b>	1 093
Amortissement des immobilisations corporelles	9	<b>63</b>	116	<b>126</b>	236
Amortissement des immobilisations incorporelles		<b>20</b>	20	<b>39</b>	41
Amortissement des primes d'investissement		<b>3</b>	21	<b>18</b>	43
Intérêts payés sur les obligations locatives		<b>65</b>	51	<b>132</b>	97
<b>Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel</b>					
Créances clients		<b>804</b>	2 067	<b>4 331</b>	(3 083)
Charges payées d'avance et autres actifs courants		<b>177</b>	108	<b>(104)</b>	45
Autres créances		<b>(416)</b>	38	<b>898</b>	81
Produits différés (charges différées)		-	1 230	-	1 061
Fournisseurs et dettes diverses		<b>1 236</b>	787	<b>1 566</b>	347
Produits à recevoir		<b>2 153</b>	-	<b>(264)</b>	-
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>		<b>7 065</b>	4 196	<b>12 193</b>	(614)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Acquisition de placements		<b>(3 600)</b>	-	<b>(3 600)</b>	(115)
Rachat de placements		<b>3 600</b>	1 824	<b>3 600</b>	1 824
Gain à la cession de placements		<b>(355)</b>	-	<b>(355)</b>	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	<b>(54)</b>	(209)	<b>(54)</b>	(209)
Acquisition d'actifs liés au droit d'utilisation	10	-	(675)	-	(675)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(409)</b>	940	<b>(409)</b>	825
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Remboursement d'obligations locatives		<b>(377)</b>	(562)	<b>(811)</b>	(1 102)
Nouvelles obligations locatives		-	675	-	675
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>(377)</b>	113	<b>(811)</b>	(427)
Augmentation (diminution) de la trésorerie au cours de la période		<b>6 279</b>	5 249	<b>10 973</b>	(216)
Trésorerie à l'ouverture de la période		<b>20 432</b>	4 601	<b>15 738</b>	10 066
<b>Trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>26 711 \$</b>	9 850 \$	<b>26 711 \$</b>	9 850 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

## AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'une vérification ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

### NOTE 1 : DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les compagnies en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), au Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

La Société a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

En juillet 2015, au titre de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société a reçu une directive (C.P. 2015-1113) lui enjoignant d'harmoniser, d'une manière qui soit conforme à ses obligations légales, l'ensemble de ses politiques, lignes directrices, pratiques et autres instruments en matière de frais de déplacement, d'accueil, de conférences et d'événements avec ceux du Conseil du Trésor, et de rendre compte de la mise en œuvre de la directive dans son Plan d'entreprise subséquent. Au 31 mars 2017, la Société avait achevé l'harmonisation de ses politiques avec celles du Conseil du Trésor. Par la suite, elle a les actualisées en fonction des versions révisées des politiques du Conseil du Trésor.

#### 1.1 PANDÉMIE MONDIALE

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a officiellement déclaré que l'épidémie de COVID-19 pouvait être qualifiée de pandémie mondiale, et recommandé des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, la Société a réduit au minimum ses effectifs présents sur les lieux de travail. La majorité du personnel a ainsi pu travailler à domicile, tandis que le personnel essentiel a pu continuer de se rendre sur le terrain en toute sécurité et de s'acquitter de ses obligations vis-à-vis des clients-partenaires.

La Société reste en contact étroit avec le MDN et ses autres clients-partenaires afin que les projets essentiels aillent de l'avant, et elle communique régulièrement avec les associations sectorielles en vue de mettre en commun l'information et de solliciter leur collaboration dans ces circonstances exceptionnelles. Sur le terrain, les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au pays gèrent les marchés en cours par une combinaison de télétravail et d'activités essentielles réalisées sur place, tout en prenant toutes les précautions nécessaires.

Même si la Société ne saurait déterminer ou prédire avec exactitude la nature et l'ampleur des répercussions que la COVID-19 aura à terme sur ses activités, elle n'en estimait pas moins, au moment où le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers, que ses réserves de trésorerie, créances clients et accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires lui procureraient suffisamment de liquidité pour financer ses activités pendant au moins les douze mois suivant la publication des présents états financiers. La Société n'estime pas que les indications actuelles justifient un test de dépréciation de ses actifs.

#### **NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION**

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

#### **NOTE 3 : RÉSUMÉ DES MÉTHODES COMPTABLES**

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

#### **NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES**

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, estimations et hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

**NOTE 5 : NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS**

L'International Accounting Standards Board (IASB) et l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) ont publié des prises de position comptable dont les dates d'entrée en vigueur s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. La Société a adopté les normes ci-après en date du 1<sup>er</sup> avril 2020.

**NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS EN VIGUEUR**

Les modifications ou interprétations ci-après, publiées par l'IASB ou l'IFRIC, sont entrées en vigueur pour l'exercice en cours.

**5.1 IAS 1 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET IAS 8 MÉTHODES COMPTABLES, CHANGEMENTS D'ESTIMATIONS COMPTABLES ET ERREURS**

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à IAS 1 et à IAS 8 portant sur la définition du terme « significatif ». Ces modifications clarifient la définition du terme, expliquent comment celui-ci devrait être appliqué et précisent les conditions qui accompagnent la définition. Elles en étendent également l'application à l'ensemble des IFRS. Les modifications sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2020 et n'ont pas eu d'incidence sur la Société.

**NOTE 6 : NOUVELLE NORME IFRS RÉVISÉE PUBLIÉE, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR**

La Société examine les prises de position comptable nouvelles ou révisées publiées par l'IASB, mais qui ne sont encore ni en vigueur ni adoptées par anticipation, en vue d'en évaluer l'incidence sur la Société. Les normes, modifications et interprétations ci-après publiées par l'IASB ou l'IFRIC sont ressorties comme susceptibles de se répercuter ultérieurement sur la Société.

**6.1 IAS 16 CONTRATS DE LOCATION**

La norme IFRS 16 a été révisée en vue d'y intégrer une modification, *Allègements de loyer liés à la COVID-19*, publiée par l'IASB en mai 2020.

Cette modification dispense les preneurs d'avoir à apprécier si certains allègements de loyer liés à la COVID-19 constituent des modifications de contrat de location, et leur permet de les comptabiliser comme si elles n'en étaient pas. La modification prévoit en outre des exigences particulières relativement à l'information à fournir spécifiquement sur les allègements de loyer liés à la COVID-19.

La modification est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juin 2020. Une application anticipée est autorisée, y compris dans les états financiers qui ne sont pas encore autorisés pour publication en date du 28 mai 2020. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de cette modification ait des répercussions sur elle.

#### NOTE 7 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 3 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 4,4 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux fixes allant de 0,68 % à 2,82 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de juin 2022 à septembre 2025 et celles des CPG, de juin 2021 à juillet 2025, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. La juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, mais plutôt à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie « courante » des placements de la Société est constituée d'instruments échéant à moins de 12 mois.

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	<b>1 925 \$</b>	– \$
Partie non courante	<b>8 386</b>	9 602
<b>Total</b>	<b>10 311 \$</b>	9 602 \$

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations :		
des Provinces	<b>1 836 \$</b>	3 868 \$
de sociétés	–	859
<b>Total des obligations</b>	<b>1 836</b>	4 727
Certificats de placement garanti	<b>8 475</b>	4 875
<b>Total</b>	<b>10 311 \$</b>	9 602 \$

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020
Juste valeur		
Obligations :		
du Canada	– \$	– \$
de Provinces	<b>1 993</b>	4 191
de sociétés	–	895
<b>Total des obligations</b>	<b>1 993</b>	5 086
Certificats de placement garanti	<b>8 543</b>	4 909
<b>Total</b>	<b>10 536 \$</b>	9 995 \$

#### NOTE 8 : PRODUITS À RECEVOIR

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, les services assurés au titre de contrats forfaitaires sont supérieurs au montant facturé à leur égard. Pour le semestre clos le 30 septembre 2020, les produits à recevoir s'élèvent à 264 \$, contre néant au 31 mars 2020. Des différences temporaires peuvent se produire au cours de certaines périodes de l'exercice financier à l'égard de contrats de services à forfait, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

#### NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020
Coût	4 570 \$	4 545 \$
Moins le cumul des amortissements	3 827	3 730
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>743 \$</b>	<b>815 \$</b>
<b>Valeur comptable nette par catégorie d'actifs</b>		
Matériel informatique	200 \$	262 \$
Mobilier et agencements	190	221
Améliorations locatives	353	332
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>743 \$</b>	<b>815 \$</b>

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 mars 2020	1 630 \$	1 007 \$	1 908 \$	4 545 \$
Plus les acquisitions	-	12	42	54
Moins les cessions	-	9	20	29
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>	<b>1 630 \$</b>	<b>1 010 \$</b>	<b>1 930 \$</b>	<b>4 570 \$</b>

Les variations liées au cumul des amortissements sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Cumul des amortissements</b>				
Solde au 31 mars 2020	1 369 \$	784 \$	1 577 \$	3 730 \$
Plus l'amortissement	61	45	20	126
Moins les cessions	-	9	20	29
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>	<b>1 430 \$</b>	<b>820 \$</b>	<b>1 577 \$</b>	<b>3 827 \$</b>

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles. Il n'y a pas eu de produits associés aux cessions pendant la période.

**NOTE 10 : ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION**

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux, des installations informatiques (entrepôts de données), divers matériels et des copieurs multifonctionnels. Les éléments liés à des actifs loués à l'exercice précédent en vertu de contrats de location-financement sont ajoutés au solde d'ouverture et incorporés au total. La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer. Au cours de l'exercice, les variations des actifs liés au droit d'utilisation ont été les suivantes :

(en milliers de dollars)	Contrats de location de bureaux	Contrats de colocation	Contrats de location d'entrepôts de données	Total des actifs liés au droit d'utilisation
Solde au 31 mars 2020	8 855 \$	72 \$	529 \$	9 456 \$
Plus les acquisitions	–	–	–	–
Moins les amortissements	664	72	61	797
Moins les cessions	–	–	–	–
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>	<b>8 191 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>468 \$</b>	<b>8 659 \$</b>

**NOTE 11 : OBLIGATIONS LOCATIVES**

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	1 203 \$	1 123 \$
Partie non courante	7 741	8 500
<b>Total des obligations locatives</b>	<b>8 944 \$</b>	<b>9 623 \$</b>

**Coût**

Solde au 31 mars 2020	9 623 \$
Plus les acquisitions	–
Moins les paiements	811
Plus les charges d'intérêts	132
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>	<b>8 944 \$</b>

Suivent les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 septembre 2020 :

1 an ou moins	1 441 \$
De 1 à 2 ans	1 270
De 2 à 5 ans	2 932
Plus de 5 ans	4 567
<b>Total</b>	<b>10 210 \$</b>

Les charges liées aux paiements de loyer variables n'entrant pas dans le calcul des obligations locatives sont de 521 \$ et représentent les charges opérationnelles, les impôts fonciers et les frais d'assurance. Aucune charge n'a été engagée au titre de contrats de location à court terme, tandis que les charges liées aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables. Les sorties de trésorerie au titre des contrats de location totalisent 1 464 \$, dont 811 \$ de remboursements de capital sur les obligations locatives. Les produits tirés de sous-locations sont de 74 \$ pour la période.

## NOTE 12 : AVANTAGES DU PERSONNEL

### 12.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	3 884 \$	3 666 \$
Partie non courante	28 171	27 247
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>32 055 \$</b>	<b>30 913 \$</b>

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2019-2020*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023 ou plus tôt, s'il y a lieu.

## NOTE 13 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

### 13.1 PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire des produits des activités ordinaires de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de services immobiliers. Ces produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société facture ses clients-partenaires mensuellement, conformément aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier et sont renégociés et conclus chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. Au cours d'un exercice financier, des ANS peuvent être révisés et de nouveaux ANS, conclus, s'il y a lieu.

Les ANS sont tarifés soit selon le temps de travail effectué (prix horaires), soit selon le forfait établi (prix forfaitaires). Dans le cas des ANS à prix horaires, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que le personnel s'engage à fournir durant l'année. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement passé au travail et selon les tarifs convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Étant donné que de nouveaux ANS sont conclus chaque année, il n'existe pas de passifs qui soient liés à des paiements reçus avant la prestation des services, ni d'actifs liés à l'exécution de l'ANS avant la perception de paiements. Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les services déjà rendus aux clients et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que les entités publiques s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

La Société ne tire de la prestation de ses services aucun produit qui soit lié à la vente de biens ou à la réception de dividendes ou de redevances.

### 13.2 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre, auprès des clients, les frais de déplacement et décaissements engagés dans la prestation de services dans le cadre des ANS, sans majoration de coût.

### 13.3 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

### 13.4 VENTILATION DE L'INFORMATION SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région.

Trimestre clos le  
30 septembre 2020

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	1 966 \$	1 351 \$	341 \$	421 \$	157 \$	300 \$	<b>4 536 \$</b>
Québec	2 108	1 297	346	348	348	306	<b>4 753</b>
Capitale nationale	1 121	2 256	1 309	79	111	288	<b>5 164</b>
Ontario	3 186	1 370	545	550	1 036	450	<b>7 137</b>
Ouest	4 035	2 173	137	898	413	361	<b>8 017</b>
Siège social	45	88	–	288	281	–	<b>702</b>
Total des produits, par secteur d'activité	<b>12 461 \$</b>	<b>8 535 \$</b>	<b>2 678 \$</b>	<b>2 584 \$</b>	<b>2 346 \$</b>	<b>1 705 \$</b>	<b>30 309 \$</b>

Semestre clos le  
30 septembre 2020

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	3 925 \$	3 017 \$	738 \$	823 \$	335 \$	571	<b>9 409 \$</b>
Québec	4 450	2 825	701	749	661	681	<b>10 067</b>
Capitale nationale	2 270	4 690	2 573	181	214	616	<b>10 544</b>
Ontario	6 509	3 125	1 305	1 167	2 206	1 009	<b>15 321</b>
Ouest	8 384	4 675	317	1 762	917	754	<b>16 809</b>
Siège social	105	178	6	617	682	–	<b>1 588</b>
Total des produits, par secteur d'activité	<b>25 643 \$</b>	<b>18 510 \$</b>	<b>5 640 \$</b>	<b>5 299 \$</b>	<b>5 015 \$</b>	<b>3 631 \$</b>	<b>63 738 \$</b>

Trimestre clos le 30 septembre 2019

**Secteur d'activité**

Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 212 \$	861 \$	300 \$	284 \$	148 \$	291 \$	4 096 \$
Québec	1 912	1 119	292	315	209	294	4 141
Capitale nationale	1 033	1 972	1 149	109	64	243	4 570
Ontario	3 157	1 355	388	467	767	384	6 518
Ouest	3 649	1 931	143	676	327	317	7 043
Siège social	32	1	–	187	204	–	424
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>11 995 \$</b>	<b>7 239 \$</b>	<b>2 272 \$</b>	<b>2 038 \$</b>	<b>1 719 \$</b>	<b>1 529 \$</b>	<b>26 792 \$</b>

Semestre clos le 30 septembre 2019

**Secteur d'activité**

Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	4 504 \$	1 991 \$	628 \$	643 \$	305 \$	580 \$	8 652 \$
Québec	4 359	2 451	656	653	498	593	9 210
Capitale nationale	1 964	4 183	2 398	398	184	522	9 649
Ontario	6 472	2 873	798	978	1 490	835	13 446
Ouest	7 524	4 088	298	1 409	793	615	14 727
Siège social	62	4	–	267	502	–	836
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>24 887 \$</b>	<b>15 590 \$</b>	<b>4 778 \$</b>	<b>4 348 \$</b>	<b>3 772 \$</b>	<b>3 145 \$</b>	<b>56 520 \$</b>

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

**Produits horaires**

Région	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019
Atlantique	679 \$	1 208 \$	1 437 \$	2 714 \$
Québec	1 515	1 290	3 103	2 689
Capitale nationale	4 286	4 499	8 672	9 552
Ontario	1 918	1 840	4 066	3 783
Ouest	2 043	1 475	4 132	3 249
Siège social	506	341	1 163	710
<b>Total des produits horaires</b>	<b>10 947 \$</b>	<b>10 653 \$</b>	<b>22 573 \$</b>	<b>22 697 \$</b>

<b>Produits forfaitaires</b>				
Région	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019
Atlantique	3 857 \$	2 888 \$	7 972 \$	5 938 \$
Québec	3 238	2 851	6 964	6 521
Capitale nationale	878	71	1 872	97
Ontario	5 219	4 678	11 255	9 663
Ouest	5 974	5 568	12 677	11 478
Siège social	196	83	425	126
<b>Total des produits forfaitaires</b>	<b>19 362 \$</b>	<b>16 139 \$</b>	<b>41 165 \$</b>	<b>33 823 \$</b>
<b>Total des produits</b>	<b>30 309 \$</b>	<b>26 792 \$</b>	<b>63 738 \$</b>	<b>56 520 \$</b>

**NOTE 14 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION**

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019
Infonuagique	479 \$	241 \$	817 \$	292 \$
Honoraires	471	724	822	1 253
Exploitation d'installations louées	264	249	521	469
Entretien de logiciels	260	262	638	553
Location de matériel	234	194	461	242
Téléphonie et télématique	213	226	426	417
Formation et perfectionnement	142	162	244	484
Services, fournitures et matériel de bureau	106	100	224	163
Services et communications clients	77	32	124	50
Mobilier et agencements	40	193	304	205
Abonnements et adhésions	18	21	33	30
Réinstallations de personnel	16	192	24	230
Logiciels	15	5	37	9
Impression et papeterie	13	19	22	34
Autres	10	8	13	11
Hébergement	6	44	22	77
Poste et transport de marchandises	5	6	10	14
Matériel informatique	5	9	7	16
Recrutement	5	19	5	22
Déplacements professionnels	3	100	5	266
<b>Total</b>	<b>2 382 \$</b>	<b>2 806 \$</b>	<b>4 759 \$</b>	<b>4 837 \$</b>

#### NOTE 15 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, à savoir le montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au deuxième trimestre de 2020-2021 se chiffrent à 30 309 \$, contre 26 792 \$ au deuxième trimestre de 2019-2020; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour le semestre clos le 30 septembre 2020, ces produits totalisent 63 738 \$, contre 56 520 \$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

La Société a engagé, à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada, des charges de 368 \$ pour le premier semestre de 2020-2021, contre 104 \$ pour la période correspondante de 2019-2020.

Les créances et les dettes visant des entités liées se ventilent comme suit :

	Au 30 septembre 2020	Au 31 mars 2020
<b>Créances</b>		
Ministère de la Défense nationale	17 716 \$	21 660 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 014	1 600
Centre de la sécurité des télécommunications	225	368
Services publics et Approvisionnement Canada	-	1
Services partagés Canada	19	50
	<b>18 974 \$</b>	<b>23 679 \$</b>
<b>Dettes</b>		
Services partagés Canada	- \$	2 \$
Ministère de la Justice	54	0
	<b>54 \$</b>	<b>2 \$</b>

#### 15.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du Conseil d'administration) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2019
Avantages à court terme	983 \$	884 \$	2 058 \$	1 761 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	120	127	282	284
<b>Total</b>	<b>1 103 \$</b>	<b>1 011 \$</b>	<b>2 340 \$</b>	<b>2 045 \$</b>

#### **NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS**

##### **16.1 LITIGES**

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Ainsi, au 30 septembre 2020, 11 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 11 819 \$, réclamations liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de clients-partenaires. À titre de comparaison, au 31 mars 2020, 10 réclamations étaient en cours, pour une valeur de 10 319 \$. Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers. En outre, au 30 septembre 2020, une autre réclamation était en cours relativement à un grief qui pourrait entraîner d'importants dommages-intérêts. En raison des incertitudes entourant cette demande d'indemnisation et du fait qu'elle n'en est encore qu'au stade de l'évaluation préliminaire, il n'est pas possible pour le moment de déterminer la valeur, l'échéance et la portée du règlement, s'il y en a un. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à cette demande au 30 septembre 2020.

#### **NOTE 17 : ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE**

Certains actifs informatiques du siège social de la Société étant parvenus à la fin de leur durée d'utilité (valeur comptable de néant), une entente a été conclue avec un fournisseur relativement au déclassement de ces biens, pour un produit de 4 000 \$. La vente a été clôturée le 9 octobre 2020.